



Lors d'une interview pour Rfi, de moins de 8 minutes, le dimanche 8 mai 2016, le Premier ministre, Olivier Mahafaly, a prononcé maintes fois le verbe « essayer » (« manandràna » en malgache

)

. A vous de compter...

Par ailleurs, il compte sur un roman de 900 pages pour mendier indirectement dans l'espoir (d'essayer) de convaincre les PTF (partenaires techniques et financiers) d'allonger des sous pour concrétiser ses essais. Rfi étant un média public au service du public du monde entier, nous reproduisons textuellement les questions et les réponses que vous retrouverez noir sur blanc sur le site de Rfi (

[ICI](#)

). Ce qui n'est pas tellement une habitude de la radio mondiale. Il y a bien une raison... De toute façon, si cela n'avait pas déjà été fait, j'aurai transcrit moi-même cette interview qui restera dans les annales du Salon de l'Essayage politique mondial.

RFI: Vous avez été nommé au poste de Premier ministre, le 10 avril, en remplacement de Jean Ravelonarivo. Vous êtes un fidèle du président. Vous faisiez déjà partie des deux précédents gouvernements. Lundi (Ndlr: 9 mai), comme le stipule la Constitution, vous vous rendez devant l'Assemblée nationale pour présenter aux députés votre programme de mise en œuvre de la politique générale de l'Etat. Qu'est-ce que vous allez dire aux députés ?

Olivier Mahafaly: J'ai déjà donné mes priorités lors de mon discours de passation de service. J'ai déjà annoncé le ton. Ce que je vais dire aux députés, c'est justement pour leur confirmer que je voudrais mener vraiment des luttes, c'est-à-dire la lutte contre la pauvreté, la lutte contre l'insécurité et la lutte contre la corruption. Il y a également un grand chantier qu'on devrait mettre en œuvre, celui de la décentralisation.

Olivier Mahafaly: Je vais essayer, dans la mesure du possible, de résoudre d'abord d'une manière vraiment urgente - puisque là il y a urgence - les problèmes liés à cette pauvreté. Il y a des gens qui n'ont pas accès aux services sociaux de base.

On va donc essayer

de faire en sorte que, cette fois-ci, le côté social ne soit pas négligé. On ne va pas du tout négliger des projets à long terme, des projets structurants mais, tout d'abord,

il faut essayer

de penser à ces gens qui sont vraiment dans la pauvreté totale. Ils méritent vraiment un égard particulier.

RFI: Pardonnez-moi monsieur le Premier ministre, mais cette lutte contre la pauvreté, ces projets sociaux... C'était également les priorités des précédents gouvernements et, aujourd'hui, pas grand-chose n'a bougé. Les gens sont dans la rue. Concrètement, comment, vous, vous comptez réussir ?

Olivier Mahafaly: Actuellement, Madagascar n'est pas encore totalement sortie de la crise. Il nous manque énormément de ressources financières. Nous devons donc faire appel, qu'on le veuille ou non, à nos partenaires techniques et financiers. Avec le PAM [Programme alimentaire mondial des Nations unies] et l'Unicef, **nous allons essayer de monter ensemble un projet**, dénommé "Coût de la faim". Cela concerne tout Madagascar. Ces activités sont budgétisées et, comme nous n'avons pas suffisamment de ressources, nous avons fait appel aux partenaires techniques et financiers pour que l'on puisse vraiment mettre en œuvre ce projet.

RFI: Ça, c'est un projet. Mais pour tout le reste, pour cesser les délestages récurrents de la Jirama [Compagnie nationale d'eau et d'électricité malgache], pour lutter contre le trafic du bois de rose, comment comptez-vous faire concrètement et qui doit financer ?

Olivier Mahafaly: En ce qui concerne la Jirama, le problème ne date pas d'aujourd'hui mais **no us allons essayer**

de faire en sorte que ce problème soit résolu, d'abord d'une manière progressive. Là, nous n'allons pas tenir un langage de bois.

Nous essayons d'abord de stabiliser les tarifs

de la Jirama pour que les retombées négatives ne soient pas perceptibles au niveau des ménages.

Tout ce que nous entreprenons en ce moment, c'est pour que nous puissions vraiment bénéficier de ces financements extérieurs. Nous attendons par exemple la facilité élargie du crédit. D'ici peu, on attend les émissaires du FMI [Fonds monétaire international]. **Nous allons essayer d'honorer nos engagements**

, à savoir la lutte contre la corruption au niveau de l'administration ou encore la lutte contre l'exploitation abusive de nos richesses d'une manière illégale. Tout cela fait partie des exigences de nos partenaires et nous espérons, dans les jours qui viennent, qu'il y aura donc le déblocage des fonds, surtout de la part de nos bailleurs traditionnels.

RFI : Honorer ses engagements. A mi-mandat présidentiel, il y a eu pour l'instant que très peu de réalisations malgré toutes les promesses qui ont été faites. Les grèves se multiplient en ce moment dans différents secteurs d'activités, ce qui signifie que les Malgaches globalement ne sont pas satisfaits du travail du gouvernement. Vous dites que vous exigerez de vos ministres des résultats. Comment comptez-vous vous y prendre? Comment jugerez-vous qu'un ministre a atteint ses objectifs ou non ?

Olivier Mahafaly: Il faut que chaque ministre puisse vraiment présenter sa feuille de route et que cette feuille de route corresponde vraiment aux besoins de la population. Nous allons travailler cela ensemble. La semaine dernière déjà, il y a eu un Conseil de ministres spécial avec des techniciens du Comité des bailleurs et là, **nous avons pu avoir un document de 900 pages**

. Les membres du gouvernement vont s'inspirer justement de ce document et des activités des projets qui les concernent. Ce sera avec ça qu'ils élaboreront leur propre feuille de route et ils seront jugés à travers cette feuille de route.

RFI : La population aura-t-elle accès à cette feuille de route?

Olivier Mahafaly: Bien sûr. Il ne faut pas que la transparence soit un vain mot.

RFI : Il y a le fait que les observateurs ont été un peu déçus en voyant la composition de votre gouvernement. Beaucoup de têtes connues qui ont déjà eu l'occasion d'agir avant, mais qui n'ont pas forcément apporté de résultats escomptés, voire même des personnes suspectées d'avoir participé à des actes de corruption. Qu'est-ce que vous répondez à ces attaques?

Olivier Mahafaly: Ce que je dis toujours c'est que **si vous avez des preuves, vous pouvez apporter vos preuves** . C'est à partir de là

que le gouvernement réagira. Avec le président,

nous avons essayé

de faire en sorte que l'on puisse marier la technicité et la politique. De toute façon, on ne peut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Ces gens-là ont été choisis parmi tant d'autres, pour leur technicité d'abord, mais ils sont aussi issus de divers horizons politiques. Donc, je n'entre pas dans ce jeu-là. Peu importe ce qu'on dit, l'essentiel pour moi, c'est d'avancer pour que l'on puisse avoir des résultats dans les meilleurs délais.

RFI : **Avec cette grogne sociale ambiante, y a-t-il un risque de renversement du régime, comme l'ont évoqué certains proches du gouvernement?**

Olivier Mahafaly: Toutes ces grèves sont, apparemment, des revendications syndicales mais aujourd'hui je peux vous dire que ce ne sont plus des revendications syndicales, ce sont des revendications purement politiques et il y a des gens qui ont tendance à renverser le régime. Mais jusqu'à quand va-t-on agir de la sorte? On a déjà emprunté la voie de la démocratie. Il faut privilégier l'alternance démocratique.

RFI : **Après les sommets de la Comesa [Marché commun de l'Afrique orientale et australe] et de la Francophonie, il y aura les préparatifs de la présidentielle. Avez-vous, selon vous, été nommé parce que vous avez mené à bien les municipales et sénatoriales lorsque le HVM, parti au pouvoir, avait tout raflé?**

Olivier Mahafaly: Si on m'a choisi parce que j'ai été efficace, tant mieux. Il n'y a pas que les élections que j'ai réussies. Il ne faut pas oublier que je suis aussi ministre et, jusqu'à maintenant, en charge de la Décentralisation. Allez demander aux partenaires techniques et financiers, il y a quand même des chantiers que nous avons mis en place et je peux dire que maintenant, la mise en œuvre de la décentralisation est sur la bonne voie.

RFI : **Que dites-vous aux auditeurs malgaches qui vous écoutent et qui m'ont confié, à plusieurs reprises, qu'ils n'avaient plus d'espoir dans la politique de leur pays, plus d'espoir depuis deux ans?**

Olivier Mahafaly: Plus d'espoir, c'est triste **mais nous sommes là justement pour essayer** de redonner espoir à ces gens-là. Il faut donc mettre une croix à toutes ces gabegies et à tout cela. Moi, en tant que chef du gouvernement, je vais essayer de donner l'exemple, d'abord.

Le gouvernement va essayer

de déployer tous ses efforts pour que les activités que nous allons entreprendre puissent profiter vraiment à ces gens qui vivent dans la pauvreté./.

Mais de qui se moque ce Premier ministre essayiste et pitre ([ICI](#))? De quelle transparence parle-t-il? Lors des élections sénatoriales, il a été pris en flagrant délit de corruption doublé de menaces. Ci-après la bande-son même si, devant un tribunal, elle n'aura pas beaucoup de poids.



[ICI pour la traduction et une histoire d'écuelle pour chiens](#)

Par ailleurs, il se targue d'être toujours ministre de l'Intérieur. Mais qui a donné des ordres pour permettre à Claudine Razaimamonjy de détourner des deniers publics par milliards dans des infrastructures fictives?



et de son service de presse. Olivier Mahafaly, Premier ministre essayiste et mendiant au service du HVM